

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

Ayuntamiento de Madrid

adopter dans votre sein, probablement pour la rareté du fait, des représentants notables du protestantisme (il s'agit surtout de M. de Gerlach), la chose est au moins significative pour caractériser votre attitude et votre tendance à utiliser tout ce qui peut servir votre cause; le nouvel ultramontanisme, cet ultramontanisme anti-gibelin, ennemi des Hohenzollern, ennemi des Hohenzollern (Dénégations au centre). Vous n'écarterez certainement pas les Hohenzollern sur des champs de bataille, ni les massacrez sur des échafauds sanglants, mais vous ne contesterez point que vous leur suscitez des difficultés dans le domaine politique et que vous cherchiez à entraver le développement naturel de l'empire d'Allemagne.

« Nul ne peut être empereur d'Allemagne sans abandonner son point de vue étroit de roi de Prusse ou de margrave de Brandebourg. Plus il s'élève, plus l'horizon s'élargit autour de lui, plus son œil embrasse de vastes domaines. — et, arrivé à ce sommet, il doit se dire qu'il faut rompre une fois pour toutes avec les considérations étroites des petites choses qu'il aperçoit encore, bien loin, au fond de la petite vallée. Les conservateurs ont dû se convaincre de ce que l'empereur germanique ne pouvait point à la longue rester d'accord avec leurs traditions. Les ultramontains font aujourd'hui cette même expérience. Ils disent que qu'ils voudraient, mais l'idée nationale est demeurée une idée libérale. Je ne rechercherai point si cette idée est réellement l'apanage du parti qui, dans cette enceinte, se qualifie de « national-libéral », mais ce qui est certain, c'est que l'idée nationale, dont le but est de développer la nation à titre de membre de la famille humaine susceptible d'un développement organique, — doit rompre forcément avec ces considérations de partis, mesquines et égoïstes, qui sont un legs d'un passé suranné et entravent l'essor national.

« Oui, messieurs, l'empereur d'Allemagne doit être plus libéral que le roi de Prusse, tout comme le roi de Prusse devait être plus libéral que le petit margrave de Brandebourg. Étudiez la marche de l'histoire de la Prusse: Vous verrez que les vus de nos rois se sont élargies au fur et à mesure de l'accroissement territorial du royaume. C'est là précisément ce qui chers, c'est qu'ils ne sont point les représentants d'idées mesquines, nées de situations étroites, mais qu'ils ont grandi dans la même proportion que le développement national, parce que notre empereur et son ministère... »

M. Virchow a été interrompu ici par le président de la Chambre, qui a fait observer à l'orateur qu'il était contre les usages parlementaires d'introduire la personne du souverain dans les débats.

M. Virchow. — Pardon ! il s'agit uniquement de la question des Hohenzollern.

M. le président. — Quand l'orateur a parlé de tendances hostiles aux Hohenzollern, je n'ai également apprécié ses assertions que comme ayant trait uniquement au système gouvernemental.

M. Virchow. — Je le reconnais et je m'incline.

Après cet incident, M. Virchow a continué comme suit :

« Vous devriez reconnaître tous, messieurs, que plus les idées de la dynastie sont devenues larges, plus aussi elles sont devenues libérales, et plus s'est trouvée impossible ce mode de gouvernement étroit, policier, — « conservateur », comme on disait jadis.

« Quant à nous, lorsque nous suivons le gouvernement dans cette voie, et que nous appuyons ses efforts pour la délivrance de la nation, nous nous heurtons à l'attitude de l'Eglise catholique, qui est précisément aujourd'hui celle qu'était naguère celle de l'Etat, c'est-à-dire un système d'asservissement des individus, bien plus complet qu'il ne le fut jamais de la part de l'Etat, et quand nous désirons affranchir non-seulement les individus, mais la communauté catholique tout entière, nous nous trouvons toujours en présence de ces errements qui étaient autrefois ceux de l'Etat. Que tout catholique croie à l'infailibilité du pape tant qu'il le voudra, — qu'il se représente l'organisation ultramontaine de l'Eglise comme il le trouvera bon, nous n'avons rien à y objecter, mais du moment que cette organisation ultramontaine arrête le droit d'intervention dans notre organisme politique, du moment qu'elle s'élève à titre de pouvoir dominant, investi du privilège de compter avec l'Etat d'égal à égal... (Au centre : Juste le contraire !)

« Juste le contraire ! — me dites-vous. Je vous rappellerai seulement l'interpellation de M. de Mallinckrodt, d'où l'on devait conclure nettement que, dans l'esprit de son parti, la papauté serait encore un pouvoir souverain, avec lequel on aurait à passer des traités et à compter absolument comme avec les puissances étrangères. Or, messieurs, nous n'en voulons pas de ce pouvoir souverain, nous n'en voulons pas de ces tendances anti-nationales et de cet esprit ultramontain. lequel, je l'affirme une fois de plus, est tout moderne et n'est nullement une conséquence naturelle du caractère primitif de l'Eglise catholique, qui n'avait nul besoin de cette innovation pour subsister dans son essence chrétienne et catholique.

« Ces tendances, nous voulons les combattre, et les voies de l'ultramontanisme, nous vou-

lons les barrer : c'est pourquoi nous marchons avec le gouvernement. Soyons francs, messieurs, traitons-nous avec loyauté dans la lutte, nous sommes engagés, car c'est une guerre réelle, positive, in optima forma, que nous nous faisons; encore une fois, soyons loyaux et ne transformons pas des questions de morale en questions de religion. » (Vifs applaudissements.)

Dans les éloges dont la *Norddeutsche Zeitung* comble le discours de M. Virchow, elle fait ressortir combien les vus élevés de l'orateur progressiste sont en harmonie avec les principes qui servent de base à tous les problèmes que le gouvernement a chargés de la législature de résoudre, et combien elles sont propres à faire impression sur l'esprit de ceux des catholiques allemands qui, malgré les insinuations incessantes de l'ultramontanisme, ont encore gardé intact le sentiment de la mission historique de leur patrie dans la voie de la civilisation.

La Chambre des Députés a terminé le 4 mars la deuxième délibération sur le projet de réforme de l'impôt de classes et de l'impôt sur le revenu, qu'elle a adopté d'après les conclusions de la commission, acceptées par le gouvernement. L'assemblée a voté en outre, également en deuxième lecture, le projet de loi concernant l'abolition de l'impôt de mouture et de boucherie à partir du 1^{er} janvier 1874. Ces deux taxes seront supprimées à titre de contributions publiques, mais les communes seront autorisées à maintenir l'impôt de mouture à titre de taxe municipale.

Le lendemain, 5, M. de Königsmark, ministre de l'Agriculture, a répondu à une interpellation de M. Donalès sur l'épizootie des chevaux. Le ministre a déclaré que le gouvernement a suivi avec attention la marche de la maladie aux Etats-Unis et que cette épizootie a beaucoup d'analogie avec l'influenza qui a sévi en Allemagne sur la race chevaline au commencement du siècle actuel. Le comte de Königsmark a ajouté que la maladie est aujourd'hui en décroissance et moins maligne qu'au début, le chiffre de la mortalité n'étant maintenant que de 1 à 4 0/0, suivant les localités. Quant à des mesures exceptionnelles pour prévenir l'invasion du fléau, le ministre a déclaré qu'il ne les croyait pas opportunes, d'autant plus que la Prusse ne pourrait point les prendre avant de s'être entendue au préalable avec les gouvernements d'Angleterre, de France, du Danemark et des Pays-Bas.

La *Norddeutsche Zeitung* dément dans les termes suivants une insinuation de la *Kreuz-Zeitung*, que nous croyons aussi devoir rectifier parce qu'elle avait été mentionnée dans les colonnes de notre journal :

« Dans le n° 42 de la *Kreuz-Zeitung* se trouve une communication soi-disant officielle, d'après laquelle S. M. l'empereur et roi aurait fait des déclarations très catégoriques contre des membres de l'armée qui participeraient à des spéculations et entreprises industrielles. « Contrairement à cette allégation, et cette fois de source réellement officielle, on déclare maintenant que cette communication n'est qu'une pure invention, et que jusqu'à présent Sa Majesté n'a eu connaissance d'aucun cas qui aurait pu motiver des déclarations de ce genre. »

« Au dire d'une dépêche de Berlin, 4 mars, l'enquête personnelle contre M. le conseiller intime de Wagner serait terminée et un rapport à ce sujet devrait être présenté à bref délai au conseil des ministres.

« La grève des cochers de Berlin est entrée dans une nouvelle phase. Tous les propriétaires de fiacres ont tenu, le 3 mars au soir, une assemblée générale, dans laquelle ils ont pour ainsi organisé la résistance. Ils ont décidé de ne pas entrer en pourparlers avec la direction de police avant l'abrogation des nouveaux règlements, et ils ont élu une « commission de permanence » qui sera seule compétente pour traiter avec la police, à l'exclusion de toute initiative individuelle de l'un ou de l'autre des propriétaires de voitures de louage.

Cette résistance des grévistes pourrait bien tourner à leur détriment si, comme l'affirme la *National-Zeitung*, il s'est formé réellement une société par actions qui se chargerait du service des petites voitures, à l'instar des compagnies analogues qui existent à Paris, à Londres et à Vienne. Cette société se serait constituée sous l'égide de la Banque centrale des corporations, au capital de 2 millions de thalers.

La *National-Zeitung* ajoute que la société se serait engagée à faire circuler très prochainement un nombre considérable de petites voitures, environ deux mille, à ce que l'on prétend.

Les journaux de Berlin que nous recevons aujourd'hui ne signalent ni incidents ni désordres quelconques à la suite de la grève des cochers.

HESS. — La *Darmstädter Zeitung* du 2 mars publie la rectification suivante :

« Plusieurs journaux contiennent la nouvelle que le jubilé de vingt-cinq ans de l'avènement au trône de S. A. R. le grand-duc sera célébré le 6 mars prochain. Cette nouvelle n'est pas exacte. Il est vrai que S. A. R. le grand-duc a pris en mains les affaires gouvernementales le 6 mars 1848, en qualité de grand-duc héréditaire et co-régent, mais

certains formules de politesse qu'on aime à rencontrer jusque dans le blâme, l'empêchent d'y accorder une importance suffisante. Et puis, il faut le dire, tous les hommes, y compris les plus grands travailleurs, sont un peu paresseux. On veut bien passer des heures, des journées et des mois à produire, mais on ne passerait pas une seule journée à se préparer, à faire de la gymnastique intellectuelle. Il semble que cette période de préparation soit du temps perdu et que les seules heures bien employées soient celles qui laissent après elles un résultat matériel et palpable.

Cette fois, pourtant, Touroune à l'air d'avoir tenu compte, jusqu'à un certain point, des critiques adressées à ses œuvres précédentes. Il s'écarte encore du sentier, mais il y revient plus vite et plus souvent. Peut-être un jour, inscrirons-nous son nom au livre d'or, — non des écrivains, mais des auteurs dramatiques. Si cela n'arrive pas, quel dommage, et que de forces perdues !

Le rôle du vieux *Saint-Hérem* est tenu par Frédéric Lemaitre. Le grand acteur n'a plus de force physique, plus de dents, plus de voix; il multiplie ses gestes, et le moyen n'est pas toujours bon; mais par moments cette façon muette de s'exprimer en dit plus long que des paroles. Victor Hugo a dit quelque part, à propos d'un semeur qui continue sa besogne solennelle jusqu'à l'heure du crépuscule :

L'ombre, où se mêle une rumeur,
Semble élargir jusqu'aux étoiles
Le geste agité du semeur.

Eh bien, ce sentiment vague d'agrandissement, nous l'avons retrouvé l'autre soir au moment où Frédéric-Lemaitre, laissant tomber sa voix dans un sanglot, étendait au-dessus de sa

son avènement proprement dit comme grand-duc régnant n'a eu lieu que le 16 juin 1848, jour de la mort de Louis II. S. A. R. le grand-duc n'ayant, pour des motifs de piété filiale, point voulu que ce jour devint une solennité, le jubilé de vingt-cinq ans de son avènement au trône sera célébré le 17 juin.

SAXE-WEIMAR. — La Diète du grand-duché a voté à l'unanimité, dans sa séance du 28 février, un projet de loi concernant le remboursement de l'emprunt public 6 0/0 au montant de 5,164,700 florins. Le remboursement, qui s'effectuera au moyen des sommes provenant de la quote-part de Wurtemberg à l'indemnité de guerre, commencera le 1^{er} août 1873.

Le curé anti-infailibiliste Bernard, de Kiefersfelden (Bavière), dont il avait été soulevé question ces dernières années, est mort le 17 janvier à l'hôpital de Tubingue, et le clergé ultramontain lui a, parait-il, la satisfaction que, sur son lit de mort, cet ecclésiastique s'était rétracté et avait fait sa paix avec l'Eglise infailibiliste. Or, maintenant, les médecins qui l'ont soigné à l'hôpital de Tubingue, le professeur Liebermeister à leur tête, déclarent, par l'organe du *Schwäbische Merkur*, que du 11 au 17 janvier, jour du décès, les facultés mentales du curé Bernard étaient complètement dérangées.

Autriche-Hongrie.

D'après les journaux de Pesth, la cour transfère de nouveau sa résidence de Vienne à Goedolles le 10 mars et y restera jusqu'à la mi-avril. Elle retournera ensuite dans la capitale de l'Autriche pour l'époque du mariage de S. A. I. l'archiduchesse Gisèle et de l'ouverture de l'exposition universelle.

Quant au mariage de M^{me} l'archiduchesse, la *Neue freie Presse* croit savoir que, l'exposition devant être ouverte le 1^{er} mai, il sera célébré quelques jours avant la date fixée d'abord, de sorte que les fêtes qui auront lieu à cette occasion seront aussi anticipées. Ainsi, la fête organisée par la municipalité de Vienne dans la salle de la Société musicale se célébrera le 17 avril; elle sera suivie le lendemain par une représentation solennelle au théâtre de la cour, où l'on donnera le *Songe d'une nuit d'été*. Le 19 sera marqué par un grand concert de cour dans la nouvelle salle de la Rodote.

C'est le 20 avril qu'aura lieu la cérémonie du mariage, et les augustes époux quitteront Vienne le lendemain pour se rendre à Naples.

Le comte Vitthum, nommé ministre d'Autriche-Hongrie à Madrid, est encore à Paris, où il est obligé de garder le lit, à cause d'une blessure qu'il s'est faite dans un accident de voiture. Il se rendra à son poste aussitôt que son état le lui permettra.

(*Neue freie Presse.*)

Le procès Skreischwiler - Ruzicka, à Prague, tire à sa fin. Le procureur impérial propose pour les deux accusés la peine de cinq ans de réclusion.

France.

(Corresp. part. du JOURNAL DE ST-PÉTERSBOURG.)

Paris, 3 mars.

L'impuissance, l'incohérence, l'indécision, la prétention de fonder et l'incapacité de le faire, l'inextricable imbroglio d'esprits superficiels qui veulent résoudre un problème insoluble et n'ont pas assez de sagacité pour voir la vanité de leurs efforts; comme conséquence de tout cela, un dédale de subtilités puériles et inintelligibles pour celui qui n'apporte à ses débats que le simple bon sens du spectateur, voilà le résumé de nos luttes parlementaires depuis quinze jours. L'histoire de ces deux dernières semaines est une série de volutes, de ruptures de coalitions et d'événements qui défiaient toute prévision. Tous les partis ont tour à tour exprimé leurs hautes et leurs espérances, et aucun n'a su trouver la résolution politique qui ferait sortir notre malheureux pays de la confusion. C'est ainsi que nous avons vu la séparation violente de la droite extrême et du centre droit s'opérer au sein de la commission des Trente, le centre se rapprocher de M. Thiers, au grand mécontentement de la gauche, et une majorité composée de tous les éléments modérés de la Chambre, prête à se former autour du président de la République pour essayer de maintenir l'état actuel dans ce qu'il a d'indéterminé. Puis tout à coup, quand on croyait que tout le monde voulait rester dans le provisoire, le gouvernement se trouve mis en demeure de s'expliquer clairement et de prendre part dans ce grand débat. Cela a contrarié évidemment M. Thiers, dont la politique n'est nullement pour le moment d'amener la proclamation de la République ou de la monarchie, mais de hâter l'évacuation du pays, de provoquer des élections assez prochaines et d'être maître de l'administration pendant qu'elles se feront. Aussi le discours de M. Dufaure n'a-t-il été qu'une sorte de réclame où il s'est appliqué à contenter le centre droit, en lui

conservant ce droit de constitution auquel il tient tant et dont il use si peu. A quoi bon se déclarer sans cesse constituants quand on ne peut rien constituer...

Si de ce chaos sortait la lumière, il faudrait tenir pour heureuses les discussions théoriques sur l'excellence de la monarchie ou de la République auxquelles nous venons d'assister. Mais nous en doutons. C'est la seconde fois en effet que la Chambre fait un grand effort pour accomplir une œuvre de Constitution dont elle est évidemment peu capable, puisqu'elle ne renferme pas de majorité fixe, pas de parti qui l'emporte assez sur les autres pour imposer sa forme de gouvernement. Sera-t-elle plus heureuse cette fois qu'elle ne le fut au mois de novembre lorsque le message de M. Thiers l'invita à organiser les pouvoirs publics? La ressemblance presque absolue des deux crises ne permet guère de l'espérer. Au début, même confiance des partis en eux-mêmes; puis, quand on commence à se comprendre, même défiance et même haine; puis, quand le gouvernement intervient, réduction à néant de ce qu'on avait cru être quelque chose.

Constatons d'abord que la commission des Trente a cessé de vivre, et que ses dernières décisions ont présenté les plus étranges contradictions avec les puerils débats dont elle avait fatigué l'attention publique. Elle a accepté tout à coup des propositions que l'esprit le plus délié aurait peine à distinguer de celles qu'elle avait repoussées, et adopté un amendement qui confie au gouvernement la mission de présenter des projets de loi répondant aux nouvelles propositions de M. Dufaure. Elle a, en un mot, abdicqué entre les mains de M. Thiers. Les causes qui ont amené ce revirement si brusque se lient d'une manière directe à l'état de désorganisation des partis dans la Chambre, et plus encore à des événements qui se passaient hors de son sein.

Pendant que la commission des Trente, en effet, élaborait ses minutieux et inutiles règlements, la droite jouait, derrière le rideau, une partie décisive. Révêtant toujours la fusion qui miroitait devant leurs yeux comme le but suprême, les légitimistes et orléanistes s'unissaient pour tenter un puissant effort sur les deux branches de la maison de Bourbon, afin de les amener à s'entendre. Si ce résultat avait été atteint, la droite se croyait assez forte pour présenter un gouvernement monarchique et constitutionnel tout organisé, et lui donner une majorité qui lui aurait suffi pour écarter M. Thiers, par un vote de défiance. Puis elle eut formé un ministère fusionniste qui eût préparé les voies pour la monarchie. Peut-être eût-elle groupé ainsi un grand nombre de ceux qui acceptent la République dans un esprit purement conservateur, sans enthousiasme doctrinaire. Ce plan a échoué faute de l'assentiment du comte de Chambord et de celui du comte de Paris. Ni l'un ni l'autre n'ont voulu prendre au sérieux cette impossible chimère. M. le comte de Chambord est resté silencieux et impassible lorsque la princesse Clémentine, ambassadrice de famille, lui a parlé de l'avenir politique de la France. M. le comte de Paris a péremptoirement refusé tout ce qui s'écarterait de l'idée d'une monarchie constitutionnelle, fondée sur le vœu de la nation.

Il faut espérer que cette fois nous en aurons fini avec cette illusion décevante où l'on a trop confondu ce qui pourrait être désirable avec ce qui était possible. Grand a été le découragement des membres de la droite le jour où le gouvernement qu'ils comptaient présenter à la France leur a manqué dans la main, et cette déception n'a pas peu contribué à jeter du désarroi dans la commission des Trente et dans la Chambre. On a compris que la fusion ne se ferait pas, au silence glacial qui a accueilli le rapport de M. le duc de Broglie. Rarement un document de cette importance a été reçu d'une manière moins encourageante pour son auteur. Quoique l'honorable rapporteur ait tenté de relever la commission des Trente de cet échec dans la réunion du centre droit et de faire valoir habilement la suppression du mot de République dans le projet de loi, de plus graves préoccupations remplassaient les esprits, et on n'a pu donner le change ni à l'opinion publique ni à l'Assemblée.

Cependant, M. Thiers n'était pas resté inactif. Fidèle à sa politique de temporisation à l'égard de la majorité, il a laissé la commission des Trente perdre un temps précieux dans ses longs débats et à poursuivre avec activité le paiement de l'indemnité. Aujourd'hui, nous touchons presque au jour où notre pays sera délivré entièrement de l'armée allemande; les négociations de M. Thiers semblent être couronnées d'un plein succès, puisque même la douloureuse question de Belfort a cessé de préoccuper les esprits qui craignaient quelques fâcheuses complications de ce côté (1). Les Prus-

(1) Notre correspondant, en écrivant ce qu'on vient de lire, ne pouvait pas encore avoir connais-

sance de la note de la *Norddeutsche Zeitung*, que nous avons reproduite hier aux *Dernières nouvelles*. Nous n'entendons du reste (sans nous prononcer sur la valeur de cette note, dont le ton trop péremptoire ferait presque croire que la feuille prussienne a dit plus qu'elle n'était autorisée à dire dans l'état actuel des choses. (Note de la rédaction.)

tête ses deux bras éperdus, de l'air d'un homme qui se débat dans un océan de douleurs. C'est par des effets de ce genre qu'il a su imprimer une certaine grandeur à la scène des aveux. Le public l'a reçu comme un vieil ami que l'on revoit toujours avec plaisir; il saluait sa gloire passée, plus encore que son talent actuel, mais les applaudissements étaient donnés de bon cœur.

Dans les entr'actes, le spectacle se transportait dans la salle. C'est une tradition au théâtre de l'Ambigu, le plus « populaire » des théâtres de Paris. Tantôt on voyait descendre, en tournant, de petits cornets de papier ornés d'une colerette en hélice, qui venaient finalement se poser en agileté sur les boucles frisées d'un spectateur des fauteuils d'orchestre; tantôt une voix de ténor, partant du paradis, appelait l'attention de la salle, pendant que d'autres voix, non moins hantées par les mêmes cris de toute une basse-cour; on se serait cru transporté dans quelque meeting où l'orateur est impopulaire.

Quel contraste avec le public des concerts Paderloup ! La sixième personne sent réunies dans un vaste amphithéâtre, et, selon l'expression d'un filon célèbre, « on entendrait voler un foulard ». Ce sont tous gens sérieux, qui ne viennent pas pour s'amuser uniquement qu'en écoutant de belles choses bien exécutées. Le spectacle de la salle est curieux. Au centre, sur l'estrade, on voit le courageux chef d'orchestre, un peu plus barbu mais un peu moins chevelu qu'il y a douze ans, quand il ornait ces concerts en vers et contre vers. Autour de lui rayonnent, comme les branches d'un éventail à demi ouvert, les quatre rangées rectilignes des premiers et seconds violons ;

siens ont, dit-on, arrêté leurs travaux, et font au contraire des préparatifs de départ à contre-échéance. Ce succès fortifie beaucoup M. Thiers dans l'opinion publique, mais trouvera-t-il là le point d'appui nécessaire pour obliger la Chambre à suivre sa politique ?

En tout cas, il a remporté un premier avantage le jour où la commission a voté par surprise, et sans se rendre compte de l'importance capitale de son vote, cet amendement de M. Ricard qui transfère au gouvernement la proposition des projets de loi qui vont former notre Constitution. Vaincue par l'habileté supérieure de M. Thiers, vaincue aussi parce qu'une assemblée à volonté multiple et changeante est toujours battue par une volonté unique, par tout homme d'Etat digne de ce nom, la droite ne s'est pas résignée paisiblement à sa défaite. Nous l'avons vu par le discours où M. du Temple, violant toutes les convenances parlementaires, a exprimé imprudemment les colères de son parti. Mais la défaite de la droite n'en est pas moins complète et irrévocable. M. Thiers peut donc espérer qu'il achèvera son œuvre de régénération de la France sous les auspices de la République, et bien que cette œuvre soit celle du pays entier aussi bien que la sienne propre, c'est lui qui en touchera les bénéfices. Aussi compte-t-il que les élections seront prochaines, et qu'à la faveur des grands services rendus à la France par son gouvernement, elles ne pencheront ni trop à droite, ni trop à gauche.

La ruine des espérances de fusion et la rupture de la coalition de la droite pure et du centre droit condamnent à l'impuissance et à l'inaction politique ces deux partis. Il semblerait donc que cette désorganisation des partis devrait laisser M. Thiers seul maître d'imposer ses vues à la Chambre. Mais, comme si la situation difficile et instable où se trouve notre pays devait amener chaque jour des complications nouvelles, c'est la gauche qui maintenant est mécontente et parle de s'opposer à deux au moins des projets de loi que le gouvernement présentera à la Chambre. Le parti qui a adopté les traditions politiques de la première République avec un dogmatisme étroit n'a jamais voulu admettre le principe d'une seconde Chambre. Il l'a repoussé en 1848, et ne lui est pas plus favorable aujourd'hui, car la Convention est restée son idéal. Il n'est pas probable que l'excellent discours de M. Laboulaye l'ait converti. La loi électorale le mécontente à plus juste titre; comprenant les dangers qu'il y aurait à restreindre le suffrage universel, et se rappelant que la loi du 31 mai 1850 a été, par son impopularité même, une des causes qui rendirent l'Empire possible, il voudrait empêcher M. Thiers de s'engager dans cette voie périlleuse.

Ces deux projets qui mécontentent la gauche sont cependant bien ceux que devait concevoir M. Thiers, qui n'est républicain que par circonstance, et que toutes ses affinités politiques entraîneraient vers la droite, s'il n'avait besoin des républicains pour se maintenir au pouvoir. M. Thiers ne cache pas en effet à ses intimes qu'il n'est point assuré de fonder une République qui survive à son gouvernement, et peut-être même ne croit-il à son existence que tant qu'il en dirigera les destinées. Il n'est point un Washington. C'est à sa manière un souverain de la France, souverain d'aventure, mais au gouvernement personnel et effectif au plus haut degré. Son ambition est d'établir la trêve des partis et de délivrer le sol de l'invasion étrangère en payant notre énorme rançon, et si le pouvoir passe après lui en des mains moins habiles, il s'en consolerait par la place qu'il occuperait dans l'histoire. Ce n'est certes pas une ambition vulgaire, et une seule même serait plus haute : ce serait celle de donner à la France un gouvernement qui fermerait chez nous la longue période des révolutions. On prétend que M. Thiers répète souvent ce mot : « Après moi, si vous voulez, vous ferez la monarchie ». A d'autres, il se plaît à dire qu'il n'est que le syndic d'une faillite. Ce qui devient de plus en plus dominant chez M. Thiers, c'est la personnalité de son pouvoir. Ceux qui ont fait une guerre si ardente à l'Empire en haine du pouvoir personnel de Napoléon III doivent s'apercevoir que les choses humaines ne changent guère. La meilleure cour que l'on puisse faire au président de la République, c'est de traiter les affaires directement avec lui et d'affecter de croire que ses ministres n'existent guère. Toutes les administrations, sauf, dit-on, la justice et la marine, portent la trace de son intervention, et la marche régulière des affaires en est parfois entravée.

Une solution qui paraît sourire à beaucoup

sance de la note de la *Norddeutsche Zeitung*, que nous avons reproduite hier aux *Dernières nouvelles*. Nous n'entendons du reste (sans nous prononcer sur la valeur de cette note, dont le ton trop péremptoire ferait presque croire que la feuille prussienne a dit plus qu'elle n'était autorisée à dire dans l'état actuel des choses. (Note de la rédaction.)

de membres de la gauche serait de proroger les pouvoirs de M. Thiers pour deux ans. Une proposition en ce sens devait même être présentée par M. Arago. Mais le président de la République s'y montre, dit-on, tout à fait opposé, et demande seulement à la gauche de voter les projets de loi, tels qu'ils sont conçus par le gouvernement. Il est probable que M. Thiers ne veut pas devoir uniquement cette nouvelle forme de son pouvoir à une initiative prise par la gauche, et qu'il ne veut pas non plus se voir privé, par la stabilité même de son pouvoir, de son grand moyen d'action, qui est d'offrir sa démission. Jamais, à l'inverse de la célèbre formule, on ne vout moins régner et on ne désira plus gouverner.

La lettre de M. le comte de Chambord à M. l'évêque d'Orléans nous a touchés et nous a fait sourire. Que M. le comte de Chambord ait raison de prendre Pie IX pour modèle et pour directeur de sa conscience ! Jamais on ne fut mieux fait pour s'entendre. Mais si l'esprit qui règne au Vatican est juste ce qu'il faut pour perdre la papauté, cet esprit n'est pas précisément ce qu'il faut pour fonder la monarchie en France. On songe involontairement à ce que penserait Henri IV, s'il pouvait, du sein de son immortalité, connaître les actes et les missives de son pieux successeur, lui qui disait que Paris vaut bien une messe !

On se préoccupe toujours beaucoup ici de la République espagnole. On cite à ce propos un mot de M. Thiers. Un républicain ne cachait pas devant lui les espérances que lui inspirait l'entrée dans le monde de « cette jeune sœur ».

« Pourvu que cette jeune sœur, aurait ajouté le spirituel homme d'Etat, n'empêche pas l'établissement de son aînée ! Effectivement, des excès démocratiques et une restauration alphonisiste en Espagne auraient ici sur l'opinion publique d'assez graves contre-coups. E. R.

Le centre droit s'est réuni le 3 mars.

M. le duc d'Audiffret-Pasquier se félicite des résultats obtenus en faisant rompre le gouvernement avec l'extrême gauche et en le ramenant sur le terrain du pacte de Bordeaux.

L'extrême gauche poursuit le renversement de M. Dufaure par une surprise de scrutin ; si elle y parvenait, la politique du centre droit et de la droite échouerait, car c'est grâce à l'intervention de M. le garde des sceaux que ces deux groupes sont parvenus à dissiper l'équivoque. Le sentiment du pays nous soutient dans cette voie.

Quand le président de la République marche avec la gauche, il a 372 voix, dont 80 radicaux ; quand, au contraire, il marche avec le parti conservateur, il obtient 500 voix, dont il n'y a pas une qui ne l'honore. L'orateur proteste contre la théorie qui consiste à dire que l'Assemblée ne constituerait pas avant la libération du territoire, car le parti conservateur doit être juge du jour et de l'heure où il sera utile pour le pays de le faire. (Vifs applaudissements.)

M. le général Robert déclare qu'en présence de ces considérations, il retire son vote à l'amendement qu'il avait signé dans d'autres circonstances.

M. Raoul Duval voit, dans la concentration de tous les pouvoirs entre les mains de M. le président de la République qui va être consacrée par le projet des Trente, un immense danger pour le gouvernement parlementaire, auquel il est attaché ; il ne veut ni en prendre la responsabilité, ni cependant entraver l'action de ses amis politiques ; il ne soutiendra donc pas son amendement, quoique à regret.

M. de Lavergne verrait un bien plus grand danger à ébranler ceux des ministres qui soutiennent la politique du centre droit ; il n'est certes pas complètement satisfait du projet, mais le but qui sera atteint par l'union du parti conservateur l'emporte pour lui sur les autres.

M. Deille parle dans le même sens.

M. Henry Fournier, qui a soutenu l'amendement Lucien Brunn dans la commission, abandonne, en présence de l'accord qui a lieu, cet amendement.

M. Bigot insiste sur l'importance qu'il y a à soutenir le gouvernement après sa rupture avec la gauche.

MM. de Cumont et Saint-Marc Girardin expriment un avis semblable.

MM. Anisson-Duperron et Target s'associent pour appeler l'attention de la réunion sur une décision prise par les députés de la Normandie, du Nord et des Vosges, qui se sont concertés pour soutenir, à propos de la prochaine discussion du traité de commerce, l'extension de l'art. 7 de la loi du 26 juillet 1872, et ils invitent leurs collègues à se rendre exactement dans les bureaux pour cette discussion.

— Abel Peyronnet, déjà condamné à 5 ans de détention pour usurpation de fonctions sous la Commune, a comparu de nouveau devant la justice militaire à raison de faits ignorés lors de la première instruction.

On lui reproche aujourd'hui des détournements commis au conseil d'Etat, près duquel il était délégué ou plutôt qu'il représentait à lui seul.

Son premier soin, dit le rapport, avait été de se faire remettre les clefs, de faire ouvrir cabinets, armoires, bureaux.

E. A. DURAND.

Ayuntamiento de Madrid

Il est prouvé, par des lettres mêmes de Peyrouton, que dans ces perquisitions il a enlevé les papiers, les correspondances et jusqu'aux timbres-poste qui se trouvaient dans les tiroirs et dans les meubles. Il a enlevé, en outre, un album de maroquin rouge renfermant trente-trois lettres autographes de Napoléon I^{er}, et trois lettres autographes de Napoléon III, qui étaient dans une armoire fermée au moyen d'une serrure à gorge, qu'il a fait briser devant lui. Enfin, le 22 avril, il a fait enlever par ses ordres cent soixante-quatre habits brodés appartenant aux membres du conseil d'Etat, qu'il a fait transporter au ministère de l'Intérieur, gardant par devers lui la plaque en argent, d'une valeur de 100 fr., attachée à l'habit de M. Baroche.

Peyrouton prétend qu'il avait fait enlever les habits parce qu'ils n'étaient pas en sûreté là où ils se trouvaient et qu'ils pouvaient tenter, en raison de leurs broderies, la cupidité des gardes nationaux, qui avaient un libre accès dans le vestiaire.

La procédure établit qu'il y avait deux vestiaires, l'un du côté de la présidence, l'autre du côté du secrétariat; tous deux étaient constamment fermés, et Peyrouton en possédait les clefs. D'ailleurs, ils étaient voisins des bureaux de Peyrouton et ne couraient aucun danger.

Les habits brodés ont été transportés au ministère de l'Intérieur, et ils n'ont pas été dépouillés de leurs broderies. Cela tient à des circonstances indépendantes de la volonté de l'accusé. La correspondance de Napoléon a été retrouvée au ministère de l'Intérieur et réintégrée au conseil d'Etat. Quant à la plaque de l'habit de M. Baroche, elle est restée entre les mains de Peyrouton.

L'accusé reconnaît avoir fait enlever les papiers et les habits brodés, mais pour les transporter au ministère de l'Intérieur, où ils devaient être plus en sûreté.

Les habits ont été remis à une femme Creteil pour en découper les broderies.

Des conclusions posées par le défenseur, M^{re} Fontaine, de Rambouillet, tendant à la non-recevabilité de l'acte actuel en vertu de la maxime *non bis in idem*, sont rejetées par le conseil.

M. le président, à l'accusé. — Nous aurions aimé à voir sur votre visage ces marques d'émotion que nous apercevions quelquefois chez les accusés dont on attaque l'honneur.

Peyrouton. — Un seul mot, messieurs. Ce n'est pas l'ambition qui m'a porté à l'appareiller à une famille aisée; mon père a largement et généreusement subvenu à tous mes besoins. Le 4 septembre, j'étais, comme on l'a dit, l'un de ceux qui ont proclamé la république au Corps Législatif. Par ma situation de fortune, par mes relations, par mes amis, j'aurais pu obtenir dans le nouveau gouvernement une place quelconque. Eh bien, je n'en ai pas voulu. Il est vrai que je me suis laissé aller à des exagérations et à des entraînements que plus que personne je regrette. Malheureusement, j'ai subi les angoisses de cette héroïque population; à tort ou à raison, j'ai pensé que la défense était possible, et puis, quand la paix est venue, j'ai été amèrement déçu; l'existence de la république m'a semblé menacée par l'Assemblée Nationale. Tout cela m'a jeté dans les bras de la Commune.

Puis après avoir remercié le président de sa bienveillance :

« Un mot maintenant sur l'émotion absente de mon visage : c'est que, voyez-vous, je suis habitué au malheur, car il y a deux ans qu'il m'a pesé sur moi sa lourde main; mais ne pensez point pour cela que je ne ressens point vivement la souffrance. J'ai terminé : je sais que je vais être jugé par des magistrats, par des soldats que la Prusse a été tout étonnée de vaincre, et c'est tout dire. J'ai confiance en votre justice. » (Mouvement.)

Le conseil répond négativement sur le vol et affirmativement sur le pillage, et condamne Peyrouton à 5 ans de prison qui se confondent avec la peine qu'il subit. Il est interdit de ses droits civiques pendant 10 ans.

Grande-Bretagne.

On lit dans le *Daily Telegraph* : « Dans la dernière réunion du sous-comité des fonds que l'on recueille dans la Cité pour secours aux veuves, orphelins et autres victimes du désastre de *North-Fleet*, le lord-maire a annoncé qu'il avait reçu de lord Enfield, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, la lettre ci-après, en réponse à une lettre que le lord-maire avait adressée au comte Granville; la voici :

« Un très honorable lord-maire.

« Foreign-Office, 27 février.

« Milord,

« J'ai reçu du comte Granville l'ordre de vous adresser réception de votre lettre du 6 courant, qui demandait à être informé des mesures adoptées par le gouvernement de la reine, dans le but de retenir et poursuivre les officiers et hommes d'équipage du *Murillo*, pour avoir causé la collision avec le *North-Fleet*, collision suivie d'un si terrible sacrifice d'existences humaines. En réponse, je dirai à Votre Seigneurie que le *Murillo* était un navire étranger et en dehors de la juridiction britannique, le gouvernement de la reine n'a pas le pouvoir de faire arrêter le capitaine et l'équipage.

« Toutefois, le ministre de Sa Majesté à Madrid est en communication avec le ministre espagnol au sujet de ce terrible désastre, et il a reçu du ministre de la marine d'Espagne l'assurance que le gouvernement espagnol ne négligera rien pour s'assurer de ce qui est arrivé et pour appliquer, s'il est nécessaire, une juste sanction à ceux qui pourront être reconnus coupables.

« J'ai l'honneur d'être de Votre Seigneurie, etc.

« Dans la même séance, il a été dit que le chiffre des souscriptions déjà reçues s'élève à 7,380 liv. st., et le lord-maire a accusé réception d'un don de la congrégation protestante évangélique de Cordoue. Le comité a voté 5 liv. st. pour chaque homme des équipages qui ont sauvé tant de monde dans la nuit du désastre; une somme double au commandant et à Stanley, second de la *Princess*. »

« On mande de Cadix, en date du 28 février : « Sept hommes de l'équipage du *Murillo* ont été mis en liberté; les autres, ainsi que le capitaine, ont été retenus. »

« Un abordage a eu lieu le 1^{er} mars dans la mer d'Irlande, entre le steamer *Torch* et le navire *Chicabur*. Celui-ci a sombré en trois minutes; 24 personnes ont péri. Le steamer a aussi sombré, mais après que tout le monde à son bord, à l'exception d'une personne, ont pu être recueilli par des bateaux.

Un vapeur trois-mâts, en route pour Liverpool, a coulé à fond en vue du banc de West-Hayle. La cheminée était noire avec un cercle blanc. Deux remorqueurs se trouvaient près de lui au moment de l'accident et ont vu le navire s'enfoncer dans l'eau sans pouvoir lui porter secours. On ne sait rien du nom du vapeur, et le sort de l'équipage est encore ignoré à ce moment. (Agence Havas.)

« Sous ce titre : « Les chemins de fer anglais pendant le second semestre de 1872, » l'*Economist* publie un article très important, plein de détails statistiques intéressants dont nous détachons les chiffres suivants :

Les treize principales compagnies de l'Angle-

terre ont réalisé une recette de 17,928,000 l., soit 1,256,000 livres de plus qu'en 1871. Les frais d'exploitation pour toutes ces compagnies se sont élevés à 9,121,000 l., ce qui constitue une augmentation de 1,119,000 l. sur 1871. La dépense du combustible s'est accrue notablement dans de fortes proportions par suite des grèves et de l'élévation du prix du charbon qui en a été la conséquence logique. Ces frais de combustible, qui n'avaient été que de 500,109 l. st. en 1871, se sont élevés en 1872 à 882,049; l'augmentation a donc été de 730/0. Et il est probable que ces dépenses seront beaucoup plus considérables encore pendant le premier semestre 1873.

— Le *Times* publie, sous la signature de M. Ball, un travail sur les causes de la hausse du charbon. L'auteur soutient que la plus forte partie de la hausse est le résultat d'une combinaison des marchands. A l'appui de cette conclusion, il cite le fait que le prix moyen du charbon, à la fosse, pendant décembre et janvier, alors que le charbon se vendait à 35 sh. 8 d. la tonne, ne s'élevait qu'à 15 sh. 3 d.

En évaluant à 9 sh. 4 d. les frais de transport et de droits, ce qui mettrait le prix de revient à 24 sh. 7 d., les bénéfices étaient de 11 sh. 1 d. la tonne. La consommation à Londres, pendant les deux mois cités, a dû être d'environ un million de tonnes, et les bénéfices de 600 mille livres, soit de 15 millions de francs. Il est vrai que le consommateur pourrait faire concurrence au marchand en achetant lui-même à la fosse et en se faisant transporter le charbon chez lui par l'intermédiaire du chemin de fer, si ce système ne rencontrait, dans la pratique, des difficultés énormes, provenant, d'une part, du défaut de matériel et de personnel à la disposition du particulier, et, d'autre part, du peu d'empressement que mettent les administrations de chemins de fer à encourager les entreprises individuelles. Il en résulte, d'après M. Ball, que le consommateur subit forcément la loi du marchand.

Italie.

La *Turquie* publie les renseignements qui suivent sur les institutions religieuses de Rome appartenant aux chrétiens sujets de la Sublime-Porte :

Arméniens. — La nation arménienne possède à Rome un hospice pour les pèlerins ecclésiastiques. La fondation de cet hospice remonte au XIII^e siècle. Dans ce temps-là, l'hospice de Notre-Dame des Arméniens était situé dans l'endroit où est actuellement la place de Saint-Pierre au Vatican. A l'époque de la construction de cette place, en 1563, la nation arménienne reçut en échange l'église et l'hospice de Santa Maria Egizia, sur la place et la Bocca della Verità, entre cette place et la rue qui se nomme encore Via degli Armeni.

En 1890, le pape Grégoire XVI concédait à la nation arménienne l'église de San Biagio della Pagnotta, dans la rue Giulia, et la nation payait au chapitre de Saint-Pierre au Vatican le prix de toutes les annexes de cette église pour y transférer l'hospice national. L'administration des revenus et redevances de cet hospice provenant des donations nationales, se trouvait dans les mains des évêques arméniens; mais, dans le siècle passé, étaient consacrés en Orient; tandis que, depuis un siècle environ, ils ont commencé à recevoir leur consécration à Rome.

L'hospice des Arméniens, quoique ecclésiastique, est un institut national de charité, et les Arméniens ne croient pas qu'il puisse tomber sous la loi relative aux corporations religieuses et biens ecclésiastiques de la ville de Rome.

2. Les Antonins Arméniens de la congrégation du Mont-Liban ont acheté en 1762 le palais Cesi, situé dans la rue du Sant'Uffizio au Vatican. Ces religieux y ont fondé un hospice pour le procureur-général de l'Ordre et un collège pour l'instruction des jeunes clercs qu'ils élèvent.

En 1870, pendant le concile, la cour du Vatican prit des mesures vexatoires contre les religieux Antonins qui occupaient le monastère de Saint-Gregoire l'illuminateur; au point que le représentant de la Sublime-Porte dut réclamer en faveur des sujets orientaux dépendant civilement de la légation. Les religieux, ne se croyant plus en sûreté dans la ville éternelle, quittèrent le monastère au mois d'avril de la même année et retournèrent en Orient. Ils confèrent leur maison, leurs biens à l'administration d'un représentant. La commission spéciale nommée par le gouvernement pour étudier la nature des institutions étrangères à Rome, interrogée sur la nature de cette institution, a répondu, le 18 octobre 1871, que c'était une institution réellement étrangère et librement administrée.

3. Les Arméniens Méchitaristes de la congrégation de Venise ont acheté en 1817 une partie des annexes du monastère de San Giuseppe, dans la rue Capo le Case, et y ont fondé un hospice pour le procureur-général de leur ordre. Un arrêté de l'administration du *Pondo per il Culto*, en date du 4 avril 1867, approuvé par le ministre garde des sceaux, a déclaré que l'ordre des Méchitaristes n'était pas frappé par l'article 1^{er} de la loi de suppression du 7 juillet 1866.

L'hospice de Rome ne peut que suivre certainement la condition de la maison de Venise. Cet ordre, en se conformant aux lois de l'Etat, s'est toujours maintenu comme sujet de la Sublime-Porte, appartenant entièrement à la nation arménienne.

4. Les religieux arméniens de la congrégation de l'Immaculée Conception se trouvaient à Constantinople. Elles se sont unies avec les religieux qui se trouvaient à Castelfidardo et ensuite à Ancône.

Cette fusion s'est opérée, en 1855, et à cette époque fut fondée à Rome une maison d'éducation pour les jeunes religieux, dans l'hospice national arménien de San Biagio, rue Giulia. Ce monastère est encore la propriété directe et bien établie de la nation arménienne.

La liste dressée à l'appui du projet de loi sur les corporations religieuses, en attribue la propriété aux Maronites, mais c'est là une pure erreur, qui n'altère en rien le principe de propriété.

5. Les Antonins maronites de la congrégation d'Alep possèdent un monastère situé dans l'ancienne villa Paganica, sur la place de San Pietro in Vincoli. Ce monastère et tous ses biens ont été achetés des propres deniers des Maronites.

La se trouve l'hospice du procureur général de l'Ordre et un petit collège pour l'éducation de quelques jeunes gens de la nation maronite. Il y avait dans le temps, à Rome, un grand collège maronite, mais il a été incorporé au collège de la propagande.

Melchistes. — 6. Les Basiliens greco-melchistes de la congrégation de Saint-Sauveur possèdent à Rome l'hospice de Santa Maria in Carinis sur la place des Carrette et la rue du Colisée.

Cet hospice leur a été cédé par un ecclésiastique oriental, qui l'avait acheté dans ce but. Le procureur général de l'Ordre réside dans cet hospice.

7. Les Basiliens greco-melchistes de la congrégation Soarite de Saint-Jean possèdent, à titre de pure donation, l'église de Santa-Maria in Domurca, sous le haut patronage de la propagande.

Il n'y a aucune annexe propre à l'habitation. Le procureur général, quand il était à Rome, résidait dans la maison privée. Un administrateur spécial a le soin des intérêts du dit ordre.

Grecs. — L'église grecque de Saint-Athanasie, dans la rue du Babuino, et le collège grec sont des institutions pontificales. La nation grecque n'a en aucune part, ni dans la fondation, ni dans l'administration de ces établissements.

Coptes. — Il y a un petit hospice, connu sous le vocable de Santo Stefano, au Vatican, tout près de Saint-Pierre, pour les Coptes, les Arabes et les Abyssiniens. L'administration de cet hospice est dans les mains du chapitre de Saint-Pierre, et les nationalités orientales n'y ont aucune participation.

Les Chalcédes, les Syriens et les Bulgares ne possèdent à Rome aucune institution nationale, ni aucun établissement fondé pour eux.

Espagne.

Madrid, 3 mars. — M. Castelar a présenté aux Cortes un projet de loi pour le rétablissement d'une légation en Suisse.

L'*Imparcial* annonce que la colonne qui poursuit les carlistes dans la province de Lérida a refusé d'obéir à ses chefs; une commission de députés provinciaux est partie immédiatement pour essayer de rétablir l'ordre et la discipline.

— A Pampelune, le 1^{er} mars toutes les troupes étaient enfermées dans ce fort et le capitaine menaçait de bombarder la ville, à la tête de 4,000 hommes.

L'armée du Nord arde, écrit-on, entièrement désorganisée. Plusieurs soldats de cavalerie auraient parcouru les rangs aux cris de : *A bas les galeons!* Le colonel du régiment de Pavía a été insulté et obligé d'abandonner son corps.

En Catalogne, il y a eu tout récemment un combat sérieux entre Sabals et Cabrinelly, commandant une brigade républicaine. Plusieurs officiers de cette brigade ont été tués pendant l'action. Cabrinelly s'est replié sur Barcelone. Il y a dans cette ville 18,000 soldats environ, entièrement démoralisés. On ne se bat plus, on dispute, pendant que les carlistes agissent et ne parlent pas.

Amérique.

Washington, 3 mars. — Les Indiens de Modoc ont accepté les conditions de l'autorité militaire. Ils seront envoyés à Arizona ou dans le sud de la Californie.

Le chemin de fer Port-Royal, reliant l'Atlantique au Mississippi, est terminé.

DERNIÈRES NOUVELLES.

ALLEMAGNE.

LL. AA. II. le prince héritier et la princesse Victoria quittent Wiesbaden lundi prochain pour retourner à Berlin. (*Reichsanzeiger*.)

PRUSSE. — A la date du 5 février au soir, dit la *Norddeutsche Zeitung*, on pouvait considérer la grève des cochers de Berlin comme terminée, les propriétaires de voitures publiques ayant déclaré se soumettre au nouveau tarif, sauf pourparlers ultérieurs avec la direction de police.

ALSACE-LORRAINE. — On mande de Schélestadt qu'une compagnie de soldats a été envoyée le 4 mars de cette ville à Gereruth pour prévenir tous désordres dans cette localité, où affluent de nombreux pèlerins, à la suite d'apparitions miraculeuses.

GRANDE-BRETAGNE.

Londres, 4 mars, 6 h. 45 m. du matin. — Le *Times*, résumant la discussion qui a eu lieu hier à la Chambre des Communes sur le bill relatif à l'éducation supérieure en Irlande, dit que ce bill mécontente les prélats catholiques et ne présente aucune perspective d'améliorer l'organisation universitaire. L'Irlande, que ce projet de loi menace gravement, doit périr si les erreurs, en matière d'éducation, condamnées par les hommes compétents ne disparaissent. Le projet doit être largement amendé d'ici à jeudi.

« Nous ne disons pas, ajoute le *Times*, qu'il sera rejeté samedi; mais il a si peu de vitalité qu'une attaque peut, d'un moment à l'autre, mettre fin à son existence. »

DEPÊCHES DE L'INTERIEUR.

BOURSE DE RIGA DU 23 FÉVRIER.

5^e série 91 3/4 vend., 91 ach.

1^{er} emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 154 r. vend., 152 1/2 r. ach.

2^e emprunt intérieur 5 0/0 à primes : 155 r. vend., 154 r. ach.

Actions du ch. de fer Riga-Dunabourg 1861/2 r. 134 r. vend., 133 1/2 r. ach.

Actions du chemin de fer Dunabourg-Vitebsk 134 r. vend., 133 1/2 r. ach.

Actions du chemin de fer Baltique 80 r. vend., 79 ach.

Actions du chem. de fer Rybinsk-Bologoe 621/2 r. vend., 62 ach.

BOURSE D'ODESSA DU 23 FÉVRIER.

Cours du change sur Londres, à trois mois 730 3/4, 733 pence.

Cours du change sur Marseille à trois mois 347 3/4 cent.

5^e série 91 1/2 acheteurs, 95 vendeurs.

1^{er} emprunt intérieur à primes 152 1/2 r. ach., 154 vend.

2^e emprunt intérieur à primes 155 r. ach., 155 1/2 vend.

Lettres de gage de la Banque de Kherson, 88 3/4 ach., 89 vend.

BOURSE DE ST-PETERSBOURG DU 23 FÉVRIER (7 mars).

Le change vient d'avoir une légère reprise, grâce à quelques tirages basés sur des opérations de crédit. La plupart des banquiers n'ont pourtant donné le Londres qu'à 32 11/16; aussi n'ont-ils réussi à placer à ce taux que des sommes insignifiantes. Le papier d'exportation est traité de 32 3/8 à 32 3/4.

L'Amsterdam a été bien offert à 164 1/2 et on l'a coté à 164 5/8; le Paris a clôturé à 347 1/2 vendeurs, l'Anvers à 347; le Hambourg était au contraire recherché à 276 1/2.

Les affaires en général ont été loin d'être considérables.

En fonds publics la situation n'a pas changé. Les valeurs gouvernementales ont gardé une bonne tenue, tandis que les actions des banques et la plupart de celles de chemins de fer restent reléguées au second plan. Ainsi, les Lots se demandent à 153 3/4 et 154 3/8; ils ont même fait 154 et 154 1/2. Il faut observer que ceux de 1864 suivent une marche ascendante, tandis que ceux de 1866, presque à la veille de leur tirage, faiblissent d'un instant à l'autre. Cela s'explique par le règlement des achats pour fin courant.

Les Chemins russes ont maintenu la cote de 139, mais sans pouvoir progresser. Il y a eu une légère demande pour la Riga-Dunabourg, le Rybinsk et l'Odesa-Balta.

Les billets de banque n'ont pas varié, pas plus que les certificats de rachat, tandis que la rente a sensiblement progressé.

Les obligations Nicolas se demandent toujours à 113; en revanche les Consolidées ont perdu 1/4 d'où sur leur dernière cote, bien que les bruits d'une nouvelle émission ne se soient pas encore confirmés.

Le marché de l'argent s'est un peu resserré et les premières signatures s'offrent en ce moment à 6 1/4, sans preneurs. On regarde pourtant cette situation comme passagère et due principalement à la prochaine liquidation.

MARCHÉ DES CÉRÉALES, ETC.

Vienne. A livrer en mai on offre pour Saxonka et Samarka 13 1/4 r. et on demande 14—14 1/2 r.; pour froment de Sibirie 13—13 1/4 r. vendeurs et 12 1/2 r. acheteurs, livraison en juillet.

Scio. Pour livraison en mai 7 r. 25 c., 7 r. 40 c. vendeurs et 7—6 r. 80 c. acheteurs, pour marchandise de bon poids; on a acheté 5,000 tol. du poids de 8 p. 35 l. à 7 r. 15 c. pour l'ouverture de la navigation avec 3 r. d'arrhes; à livrer en juin on demande 7—7 r. 10 c. et on offre 6 r. 60 c. et 6 r. 80 c.

Avoine. du poids de 6 p. livable en mai on demande 4—4 r. 20 c. et on donne 3 r. 75 c., 3 r. 80 c.; pour livraison en juin et juillet on a vendu 5,000 tol. de Sibirska du poids de 7 p. 55 l. à 5 r. avec 3 r. d'arrhes.

Graine de lin. Les prix n'ont pas varié et le marché est sans affaires.

Suif. Pour disponible à 43 r. vendeurs et de 47 1/2 r. à 47 3/4 acheteurs; à livrer au mois d'août on demande 49 1/2 r. et on donne 49 r.

Chanvre. Le marché est sans changement; on offre 35 1/2 r. avec 10 r. d'arrhes et on demande 36 r.

Le. La tendance du marché est faible; au comptant on a acheté 100 tonnes de Rjew 3^e qualité à 40 r.

Fl. de chanvre. Rjew : 37 1/2 r. vendeurs et 35 1/2 r. acheteurs.

BOURSE DE ST-PETERSBOURG DU 23 FÉVRIER 1873.

CHANGE. FONDS PUBLICS. CHEMINS DE FER.				DEMI-IMPÉRIALE				ACTIENS ET OBLIGATIONS.				VALEURS primatives.				ACHÈTEURS.				VENDEURS.				YENTES.				FALTES.				ACTIONS ET OBLI. GATIONS.				Valeur 1 ^{re} et 2 ^e ém.				ACHÈTEURS.				VENDEURS.				YENTES.				FALTES.																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																			
COURS DU CHANGE EN ARGENT.				6 r. 02 c. 6 r. 03 c. » r. » c.				40/0 Mét. Février, » mois.				» » Août				Escompte 6 1/4, 3/4 r. 0/0																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																							

